

Voici pourquoi nous irons manifester le 27 mai :

Leur réforme ? Travailler plus longtemps... Du travail, il n'y en a pour personne !

La « réforme des retraites » vire à la mauvaise farce.

Le gouvernement veut nous faire travailler plus longtemps. Travailler ? Où y a-t-il du travail ?

- Les jeunes passent de stage non rémunéré en CDD pour tomber dans la précarité ou le chômage.
- Les plus de 50 ans ? Des plans seniors ont bien été signés, mais les seniors sont toujours les premiers licenciés.
- Les femmes ? En plus de tout ça, elles subissent plus que jamais les discriminations et inégalités du simple fait qu'elles sont femmes !

La retraite est malade du manque d'emplois, et ce sont les emplois qu'ils détruisent.

Ni à SCA Linselles (Nord) ni à La Nouvelle République du Centre-Ouest (Tours) ni ailleurs les patrons qui licencient ne se soucient du fameux « argument démographique » : jeunes, vieux, pour eux c'est toujours l'heure d'aller au chômage. Par quel miracle travailler plus longtemps sans emploi ?

Alors qu'est-ce qu'ils veulent vraiment avec cette histoire de « réforme de la retraite » ?

- **« La vieillesse devient un risque personnel et non plus une sécurité sociale », le gouvernement le dit dans sa propagande.** C'est son but : puisqu'il ne garantit pas d'avoir un travail mais oblige à travailler quand même, alors que chacun se débrouille selon ses moyens. C'est la vraie nature de l'entreprise gouvernementale. Remplacer l'assurance de tous pour tous par le contrat d'assurance de chacun selon son portefeuille.
- **Réformer pour une société libérale où il faudra vieillir au travail.** Certains disent même, indignés : « crever au travail. » Des femmes, des hommes de plus de 50 ans sont tous les jours humiliés parce que pour les patrons ils sont trop vieux, déclarés « inemployables ». Les jeunes rencontrent de telles difficultés pour décrocher un emploi qu'ils sont convaincus : la retraite, jamais ils en auront ! Voilà le résultat de la propagande d'Etat : démoraliser le monde pour accoutumer l'opinion à l'idée de travailler toute sa vie.
- **Au nom de la « solidarité intergénérationnelle », opposer les vieux aux jeunes.** Les plus de 50 ans devraient rivailler au travail, les jeunes devraient être enchaînés au chômage. Plus le gouvernement augmente le temps passé au travail, plus lui et le patronat licencient et reportent l'entrée des jeunes sur le marché du travail, plus ils exaspèrent la concurrence entre salariés entre eux.

La machine de guerre de l'Etat est en route pour effacer jusqu'à la référence d'un âge de départ à la retraite. Faire des assurés sociaux des épargnants privés, pour le plus grand profit des banques et des assurances, voilà l'entreprise nommée « réforme des retraites ».

Voilà pourquoi nous manifesterons le 27 mai, et autant de fois qu'il le faudra !

5 propositions jointes comme les doigts d'une main

Taxer les revenus du capital financier

Le gouvernement a su deux fois de suite mobiliser des sommes colossales pour sauver le système financier et l'euro. L'argent ne manque pas pour aider les banquiers. Voilà pourquoi les profits des banques et des assurances doivent être taxés pour financer le déficit dû à leur crise.

Instaurer un prélèvement social sur les transactions financières

La spéculation est reine. Récupérer sur cette pratique désastreuse un pourcentage même minime réglerait pour longtemps le déficit de la Sécurité sociale.

Mettre fin au « Bouclier fiscal »

L'impôt était là pour corriger les inégalités. Le « Bouclier fiscal » a été créé pour creuser les inégalités : le plafond d'imposition est de 50 % des revenus des riches ! Même si l'impôt augmentait, et il va augmenter, les riches seront toujours à 50 %. Assez !

Récupérer les cotisations patronales en mettant fin aux exonérations sur les heures sup et les bas salaires.

Quand le gouvernement, après le bouclier fiscal, a instauré les heures sup, il a fait le cadeau aux patrons de les exonérer de cotisations. C'est la principale chute de ressources ces dernières années.

Créer des emplois en prélevant sur le budget de la Guerre les ressources pour des emplois utiles

On l'a vu, la Grèce possède une armée exorbitante que même l'austérité ne touchera pas. Et en France ? La guerre en Afghanistan, son coût politique, humain et financier désastreux, la présence militaire française en Afrique et dans les Emirats, l'engagement militaire dans l'Otan coûtent des fortunes ! Reconvertir le budget de guerre en budget social pour des emplois dédiés au logement, à la santé, à l'écologie, voilà ce qui relance le marché du travail.

Ces 5 propositions s'ajoutent à notre démarche pour augmenter les salaires et contre les destructions systématiques d'emplois.

Rendez-vous le 27 mai dans la rue

PANIQUE SUR LE TITANIC



Starring :

Les marchés, dans le rôle du RMS Titanic

Jean-Claude Trichet (JCT), DSK, Sarkozy : the Saviors

Les retraites et, peut-être bientôt, l'assurance-santé : les boucs émissaires.

Portugal, Italie, Grèce, Espagne : les quatre petits cochons.

Nous, vous, moi : les passagers.

Résumé des épisodes précédents :

C'est la crise. Aux Etats-Unis, d'abord, avec les subprimes. Puis en Europe, avec la dette souveraine grecque et bientôt l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la France, dont les déficits laissent présager des lendemains qui déchantent. Les marchés s'emballent, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international leur donnent une garantie ultime : 750 milliards dans un fonds de garanties destiné à les rassurer sur les obligations d'Etats pourries dont la BCE se porte désormais garante.

Synopsis de l'épisode en cours :

Après une rapide remontée, le cours des Bourses s'effondre à nouveau. Reviens Turgot, ils sont devenus fous dirait-on si l'on était rigoristes. Mais rigoristes, point ne le sommes. D'autres le sont pour nous, et annoncent des plans d'austérité ici et là, préludes d'une récession à venir en Europe pour les prochaines années.

La mutation de la crise de finances privées, celle des banques, en crise de finances publiques, celle de la dette souveraine des Etats, s'explique par la transmission, via le mécanisme du crédit, du surendettement global. Un surendettement auquel l'économie réelle n'a pu faire face, en présence d'un secteur industriel en berne et d'une consommation de biens manufacturés en chute libre.

Que faire ? Il faut sauver, nous dit-on, le Titanic d'abord, ses passagers, ensuite. Nous, vous, moi...

1) Inflation ou Récession, entre les deux mon cœur balance.

Dans sa *Théorie générale* (de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, parue en 1936 en pleine Grande Dépression), Keynes proposait d'euthanasier les rentiers. De façon moins radicale, pourquoi ne pas diminuer la dette par l'inflation ? Solution appliquée par Truman à la fin de la Seconde Guerre mondiale et qui a permis de diminuer la dette américaine de 40%. Une inflation Car l'inflation permet d'éroder la dette en en diminuant la valeur : l'inflation ruine les rentiers-investisseurs-spéculateurs en dévalorisant leur capital. Mais, nous dit-on, ces spéculateurs – pardon, investisseurs, peuvent partir spéculer – pardon, investir, ailleurs. Ce qui serait néfaste pour l'emploi et la croissance.

En gros les investisseurs foutent le camp s'ils escomptent une rentabilité moindre de leurs capitaux, liée, par exemple, à l'inflation. Mais ils foutent également le camp s'ils anticipent l'austérité qui s'annonce et la baisse d'activité qu'ils subiront : ils vendent leur actions en anticipant une baisse du pouvoir d'achat et les retirent en masse du capital des entreprises européennes, ce qui, mécaniquement, fait baisser le cours de l'euro, relance la compétitivité des entreprises européennes, donc les exportations, la reprise, la croissance.

En conclusion de ce qui précède, que les investisseurs-spéculateurs foutent le camp ! La dévaluation de l'euro qui s'ensuivra aura pour effet d'amorcer la relance ! Et de diminuer la dette !

2) Réduire les dépenses ou augmenter les recettes, telle est la question.

Pour diminuer la dette, deux ressorts, les dépenses et les recettes.

Agir sur les dépenses semble plus facile : c'est l'austérité annoncée aux pays de la zone euro, France et petits cochons inclus. En France par exemple, pour ramener le déficit public à 3 % du PIB en 2013, contre 8% aujourd'hui, le gouvernement doit trouver 100 milliards d'euros en 3 ans. Sarkoland veut donc s'attaquer à la protection sociale, qui représente plus de 50 % de la dépense publique. La protection sociale, c'est quoi ? C'est l'assurance vieillesse (les retraites) et l'assurance-maladie (la sécurité sociale). Sur les retraites, tout, ou presque, a déjà été dit sur le sophisme psychologique qui consiste à faire de la démographie le rempart ultime de la réforme-béton qu'on nous prépare.

Concernant l'assurance-maladie, on entend, ici et là, de petites voix qui nous expliquent qu'un jour viendra où notre système de santé, solidarité oblige, devra dépendre des revenus de chacun. L'épisode Alain Minc de la semaine dernière en est un exemple. Il nous raconte en toute bonne foi que son cher Papa, vénérablement âgé de 102 ans, vient de subir une opération qui a coûté 100 000 euros à la collectivité. Et il lui semble normal à lui, Alain Minc, vu son niveau de revenus, de participer à ce financement. L'idée sera donc de mettre à contribution le patrimoine des vieux ou celui de leurs ayants-droit pour financer leur frais d'hospitalisation. Solidarité oblige, là encore. Dans le même ordre d'idée, lire l'étonnante tribune d'Alain Babeau dans le *Figaro* de lundi. Ça vaut son pesant de cacahuètes puisque ce « professeur émérite » de Paris Dauphine y propose une « réforme audacieuse de la protection santé », en liant assurance-maladie et revenus ! Il y indique, ému et plein de retenue, que cette proposition ne concerne que la protection santé mais que « les mêmes principes pourraient orienter à l'avenir notre politique familiale ». Vous avez bien lu.

Après une douche froide, rien de tel que la presse de gauche pour se détendre.

Libération d'aujourd'hui mardi nous offre un panel des solutions de crise qui passeraient par une hausse des recettes, c'est-à-dire des impôts. Impôt sur les bénéfiques, sur le capital, sur les hauts revenus, sur les droits de succession. Qu'on aime ou pas, on voit qu'il y a une manne financière assez énorme qui permettrait d'alimenter notre déficit sans raboter les retraites ou la sécu ! C'est bien la presse de gauche.

3) Revaloriser la valeur-travail.

En parlant de la gauche... Dans une tribune qu'il signe dans *Le Monde* de dimanche dernier, Mélanchon dénonce le partage ruineux entre le capital et le travail. On y apprend qu'en 1990, 75 % de la part du capital étaient destinés aux investissements contre 57 % en 2007 : « La part captée par les actionnaires est donc passée de 22 % à 36 % ». Et de conclure : « C'est donc bien la domination des actionnaires et leur avidité qui brise l'investissement ».

Les gains de productivité des travailleurs (+ 30 % par actif depuis 1982 !) ont donc été accaparés par le capital, entendons par les actionnaires. Intéressant, quand on nous dit que l'inflation n'est pas une mesure à envisager pour diminuer la dette puisqu'elle fera fuir les investisseurs-créateurs d'emplois...

4) Dette sociale vs dette financière.

On touche là au principal problème de ce qui précède. Tout est question de choix de société. Privilégier les recettes ou les dépenses, le corps social ou la finance. Le malheur des uns... On connaît !

Etant entendu que les Etats ont sauvé les banques et que les banques, désormais délestées de leurs créances pourries en exigent le recouvrement par les Etats, que les Etats vont pressurer leur salariés pour satisfaire les banques, on peut se demander qui des banques ou des Etats finira par l'emporter.

Comme le souligne l'économiste Bernard Maris, on peut considérer que les Etats sont débiteurs de leurs citoyens, à travers les services publics, la sécurité, l'éducation, la santé publique. Après tout c'est l'idée même du contrat social ! C'est donc en sacrifiant ce qu'ils doivent à leurs citoyens qu'ils payent ce qu'ils doivent aux marchés internationaux. Ils choisissent de sacrifier la dette sociale à la dette financière.

Si la vie est une question de priorités, on voit où vont celles de notre actuel gouvernement.

5) Pendant ce temps-là, de l'autre côté de l'Atlantique...

Obama réalise la réforme du système de santé américain.

La marée noire de BP dégueulasse le golfe du Mexique et BP pompe et pompe encore... Ah oui, chose rare ! Le gouvernement américain - Obama, toujours lui - a ordonné la création d'une commission indépendante pour enquêter sur la marée noire, dont le mystère reste entier...

Une bonne nouvelle pour couronner le tout : les marchés se portent plutôt bien et continuent de se gaver.

Réjouissons-nous, donc. Le Titanic est momentanément sauvé, nous autres passagers ne sommes pas encore livrés aux requins de l'Atlantique Nord, qui rôdent autour de nous par 4 degrés en ce 14 avril 1912...

Lettre hebdomadaire de la Fédération des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT
Directeur de la publication : Marc Peyrade.

Rédaction : Jean Gersin - gersin@filpac-cgt.fr Antoine Peillon - Christian Gourdet - Yvon Huet - Isabelle Toquebeuf
FILPAC-CGT : Case 426 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil cedex Tél. : 01 48 18 80 24 filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr



Fédération des Travailleurs des Industries du Livre, du Papier
et de la Communication CGT
263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex
Tél. 01 48 18 80 24 Fax 01 48 51 99 07
Site Internet : filpac-cgt.fr

Politique salariale 2010 : 200 €, le prix de la « spécificité SPQD » ?

Après 7 mois de silence, le SPQD a convoqué mercredi 19 mai à 10 h 30, les organisations syndicales pour négocier la politique salariale 2010.

Au titre d'une PQD, entité à part entière, représentant des entreprises où 4 000 salariés travaillent, Marcel Clairet, président de la commission sociale, s'est évertué à argumenter longuement dans son préambule, sur la spécificité de la profession, ses particularités, le maillage du territoire, son attachement au quotidien de proximité qui permet de vivre et travailler au pays, et sur les difficultés financières que connaît la presse départementale depuis de longues années, qui, selon lui sans les aides de l'Etat, serait bien pire. Il ajoute que le rapprochement avec le SPQR serait catastrophique pour le SPQD oubliant au passage qu'il aurait à faire aux mêmes interlocuteurs patronaux et salariaux.

Avant d'aborder la politique salariale 2010, sujet majeur de l'ordre du jour, un rappel a été fait sur les différents dossiers en cours concernant les accords sur l'égalité et sur l'handicap, sur la grille de classification employés qui seraient soumis à signature.

Pour la FILPAC CGT il reste des zones d'ombre sur certains dossiers qu'une prochaine réunion devrait permettre d'éclaircir.

Première proposition du SPQD : 0,5 % au 1^{er} mai ; 0,2 % au 1^{er} juillet et clause de revoyure en septembre.

La délégation FILPAC CGT a rejeté ces propositions qu'elle juge insuffisantes et a proposé conformément au mandat qui lui a été donné : 0,7 % au 1^{er} avril ou 0,8 % au 1^{er} mai, une prime de 300 € pour solder l'année blanche de 2009, une deuxième réunion 2^e quinzaine de juin et une clause de revoyure en septembre 2010.

Les autres organisations syndicales, faisant bloc et abstraction de la prime de 300 € pour solder l'année 2009, ont proposé 1 % au 1^{er} mai et une réunion 2^e quinzaine de juillet.

Le SPQD ayant demandé une suspension de séance, est revenu à la table des négociations avec **une deuxième proposition** censée répondre aux organisations syndicales : 0,7 % au 1^{er} mai et une prochaine réunion 2^e quinzaine de juillet.

Jugeant l'avancée patronale décevante, la délégation FILPAC CGT s'est exprimée en déplorant l'attitude du SPQD qui, dans les faits, différencie les salariés de la PQD en leur refusant des augmentations salariales accordées en PQR par les mêmes éditeurs.

En l'état actuel des choses, il en résulte qu'au nom de la « spécificité des entreprises de PQD » ses salariés ne percevront pas la prime exceptionnelle de 200 € qui a été négociée en PQR.

Il n'échappera pas aux salariés de la PQD que rien n'est définitif et que l'accord d'étape signé en PQR doit être la référence à revendiquer dans les entreprises.

Pour la délégation FILPAC CGT le compte n'y est pas. Il appartient aux salariés de la PQD de mettre en place toutes les initiatives pour faire aboutir cette injustice de traitement.

Montreuil, le 21 mai 2010

- Aux secrétaires de syndicats
- Aux élus CHSCT
- Au Comité Exécutif National

Cher(e)s Camarades,

**La prochaine session de formation des Secrétaires de Comités d'Hygiène,
Sécurité et Conditions de Travail**

se tiendra à :

MONTREUIL

du lundi 20 au vendredi 24 SEPTEMBRE 2010

(se munir de cette convocation et la présenter à l'accueil)

Nous vous remercions de nous faire parvenir vos inscriptions dès que possible et de préciser le jour et l'heure de votre arrivée, afin de vous réserver un hôtel dès le dimanche soir si nécessaire.

Pour toute information complémentaire, prendre contact avec Didier Labat, responsable fédéral des stages CHSCT, tél. : 05 58 09 71 17 ou mobile : 06 82 39 25 26.

Cette formation doit être prise en charge par la bourse congés éducation de votre comité d'entreprise, soit par le 008 pour mille s'il n'est pas épuisé pour ce qui concerne les salaires

Vous pouvez également utiliser le droit à la formation pour les élus(es) au CHS-CT.

Pour faciliter la présence des petits syndicats, nous répartirons les factures de manière équitable.

Fraternellement

Didier Labat

Attention !! De nouvelles rubriques apparaissent sur ce document : merci de le remplir très lisiblement et le plus précisément possible.

NOM :..... Prénom

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone domicile :

Mobile :

Email :@.....

Date et heure d'arrivée :

Souhaitez-vous une réservation d'hôtel ? oui – non
(cocher la case)

ENTREPRISE :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. :

Nombre de salariés : moins de 300 300 ou ts

(cocher la case)

Tél. syndicat : Fax syndicat :

Tél. CE :

Fax CE :

Précisez les stages déjà suivis :

.....
.....
.....
.....

En vertu de l'habilitation délivrée par le Ministère du Travail, l'arrêté du 3 décembre 2008 NOR : MTST 0828676A – version consolidée au 12/12/2008, la CGT peut dispenser la formation des membres de CHSCT